

NUMERO #7 | MARS 2017

TRADECOM II News

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II

PAGE 2



ACP GENEVE

LANCEMENT DU PROGRAMME D'APPUI DE TRADECOM II

PAGE 3

COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST (EAC) REUNION DE LANCEMENT DU PROGRAMME TRADECOM II

FIP+NIOUE IMPLEMENTATION DES ACTIVITES DU PROGRAMME

PAGES 4-5

ZOOM SUR LES ACTIVITES DE L'UGP

ETAT D'AVANCEMENT DE LA COMPOSANTE TA
REPARTITION PAR OBJECTIF DU DP1
REPARTITION REGIONALE DES REQUETES
REPARTITION REGIONALE DES PROGRAMMES

PAGE 4

CARIFORUM-EPA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

PAGES 6-7-8

LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROJET

CAMEROUN - OPTIMISATION DE L'ACCÈS AU MARCHÉ
ET DES INSTRUMENTS JURIDIQUES LIÉS À LA POLITIQUE
COMMERCIALE DU CAMEROUN

OECS - POLITIQUES COMMUNES EN MATIÈRE DE SERVICES, DE
PÊCHE ET DE COMMERCE DE L'OECS

COMESA - ENHANCE COMESA'S REGIONAL TRADE
INTEGRATION AGENDA

KENYA - SOUTIEN AU KENYA POUR UN SYSTÈME DE
CONFORMITÉ DE CHAÎNE DE VALEUR ET LES "BONNES
PRATIQUES" POUR LES EXPORTATIONS VERS L'UE

PAGE 9



PROMOTE 2017

PRÉSENTATION DU PROGRAMME TRADECOM II ET ATELIERS

ACP GENEVE

LANCEMENT DU PROGRAMME D'APPUI DE TRADECOM II

Suite à la signature d'un contrat de service par l'Unité de Gestion de Programmes (UGP) TradeCom II avec SAANA Consulting, la mise en œuvre du Programme «Appui Ciblé au Groupe ACP à Genève pour le Renforcement de la Participation du Groupe aux Négociations Commerciales Multilatérales dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce(OMC)» a démarré le 1er mars 2017 par une réunion de lancement qui s'est tenue au Secrétariat ACP à Genève. Le projet vise à renforcer les capacités des Délégations à Genève afin de leur permettre de participer de manière efficace aux négociations/discussions commerciales à l'OMC.

Une équipe de trois experts seniors spécialisés dans les domaines des Services, du NAMA, du Traitement spécial et différencié de l'OMC ainsi que de l'agriculture ont été recrutés pour fournir l'expertise technique nécessaire pendant 12 mois, durée de la mise en œuvre du Projet (février 2017 - février 2018).



Le lancement officiel du projet s'est tenu le 20 mars 2017 au siège de l'OMC à Genève. Le Secrétariat ACP était représenté à cette cérémonie par **S.E. Patrick I. Gomes** (Secrétaire Général du Groupe ACP), **S.E. John R. Deep Ford** (Ambassadeur & Représentant Permanent, Mission de la Guyane, Genève) et **Viwanou Gnassounou** (Secrétaire Général Adjoint chargé du Développement Economique Durable et du Commerce au Secrétariat ACP), et **S.E. Marc Vanheukelen** (Représentant Permanent de l'UE à l'OMC) représentait la Commission européenne.

Ahmed Ndyeshobola, (Chef d'équipe de TradeCom II) et **El Hadji Diouf** (Expert en commerce multilatéral), ont représenté le programme TradeCom II à la cérémonie. **Tom Pengelly**, (PDG de SAANA Consulting, était également présent.

S.E. John R. Deep Ford a procédé à l'ouverture de la session, exprimant avec vigueur ses vifs remerciements pour l'appui de la communauté de Bruxelles sur les politiques et autres questions techniques qui enrichissent les positions du Groupe ACP dans les négociations du commerce multilatéral.



Viwanou Gnassounou a souligné que le le projet pourra appuyer le Groupe ACP à Genève, et lui permettre d'atteindre ses objectifs et de répondre à ses besoins. Il constituera aussi un supplément à l'appui fourni par les institutions telles que l'OMC, le CCI, la CNUCED au profit des bénéficiaires - les pays ACP.

S.E. Marc Vanheukelen a réaffirmé l'étroite collaboration existant entre le Groupe ACP et l'UE, et l'importance du projet dans le renforcement de cette coopération. A cet effet, il a insisté sur la nécessité de travailler ensemble en vue de parvenir à de meilleures conclusions à la Conférence ministérielle, et encouragé une meilleure appropriation du projet et des processus inhérents à celui-ci.

Ahmed Ndyehobola a exprimé sa gratitude à l'endroit de toutes les parties prenantes qui ont soutenu l'équipe de TradeCom II à différentes étapes, en particulier au cours de l'élaboration du projet. **S.E. L'ambassador Ngarambe** (ancien Coordonnateur du Groupe ACP) et son personnel, **S.E. L'ambassador Kisiri** (Chef du bureau ACP à Genève), **Mme. Tiina Satuli** (Délégation de l'UE à Genève), et les amis de la CE et du Secrétariat ACP à Bruxelles : **Mr Koen Rossel-Cambier** (CE), **Mr Viwanou Gnassounou** et **Mr.Morgan Githinji** (Secrétariat ACP).

Il a en outre réaffirmé que les consultations élargies effectuées par l'équipe de TradeCom II avec les acteurs concernés à Genève, ont permis à l'équipe de couvrir tous les domaines et les questions relatifs aux négociations du commerce multilatéral dans le cadre de l'OMC. Ainsi, la structure et le contenu du projet reflètent les actions ayant fait l'objet d'un large consensus, qui mises en œuvre pleinement et en temps opportun, pourront, de manière soutenue, répondre aux besoins du Groupe ACP au cours des 12 prochains mois et même au-delà.

Tom Pengelly (PDG de SAANA Consulting) a rassuré les participants que tous les principaux experts sont sur le terrain à Genève et que SAANA fournit l'appui nécessaire. Il a davantage rassuré l'assistance que que l'équipe continuera de travailler de manière coordonnée et en fonction de la demande, avec en ligne de mire la MC11.



En conclusion, **S.E. Le Dr Gomes** a déclaré le projet lancé, rassurant les représentants ACP à Genève, les bénéficiaires du projet, que le bureau ne ménagera aucun effort pour garantir la réussite de la mise en œuvre du projet, toujours dans le cadre du renforcement de la coopération entre le groupe ACP et l'Union européenne à Genève.

COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST (EAC) REUNION DE LANCEMENT DU PROGRAMME TCII

La réunion de lancement du programme «Appui ciblé à l'EAC pour la mise en œuvre de l'Accord tripartite de Libre Echange - Politique commerciale et développement des exportations vers le marché de l'Union européenne» s'est tenue le 27 mars au Secrétariat de l'EAC à Arusha en Tanzanie.

Présidée par le Directeur Général Adjoint des Douanes et du Commerce, **M. Kenneth Bagamuhunda** et co-présidée par le Directeur du Commerce, **M. Rashid I. Kibowa**, la réunion a également vu la participation de **M. Geoffrey Osoro**, Coordonnateur de la tripartite, **Mme Vonesai Hove**, Coordonnatrice du programme d'appui TradeCom II, **Mme Emmanuella Habizimana**, Responsable du commerce à l'exportation et l'équipe chargée de l'assistance technique composée de **Mme Amanda Sunassee**, Chef d'équipe, **M. Charles Nuwagaba** (Expert en facilitation du commerce et en compétitivité) et de **Mme Staicy Wagala**, juriste.

M. Kibowa a procédé à l'ouverture de la réunion, en souhaitant la bienvenue à l'équipe d'experts. Il a ensuite présenté un bref aperçu du programme, précisant que celui-ci avait été élaboré voici un peu plus de six mois, et que les activités qui y avaient été affectées étaient importantes et constituaient une priorité pour le Secrétariat et les Etats membres de l'EAC.

Le Directeur Général Adjoint, **M. Bagamuhanda**, a souligné la nécessité de s'assurer que les activités envisagées dans le cadre du programme, complètent les activités existantes afin d'éviter les doublons. Il a insisté sur la nécessité de développer le sens de l'appropriation et de veiller à ce que les Etats membres tirent partie des résultats du programme.

Mme Amanda Sunassee (Chef d'équipe), a présenté l'équipe et fait un exposé sur la méthodologie à appliquer lors de la mise en œuvre des activités envisagées dans les termes de référence. Elle a, en outre, apporté des clarifications et des réponses aux préoccupations majeures soulevées par le Secrétariat de l'EAC.

Les principaux sujets de discussion portaient sur les réglementations relatives aux barrières non tarifaires (BNT) et la stratégie d'exportation de l'EAC. S'agissant des réglementations relatives aux barrières non tarifaires, **M. Osoro**, le coordonnateur de la tripartite, a indiqué que la loi sur les barrières non tarifaires était encore dans le processus d'approbation par le Rwanda et le Burundi. Par conséquent, l'équipe d'experts devra s'appesantir particulièrement sur les procédures opérationnelles. Compte tenu de la nature informelle du commerce, ajoutée au Régime commercial simplifié (RCS) et au fait que les barrières non tarifaires associées au Régime commercial simplifié touchaient particulièrement les femmes et les jeunes, l'exercice de cartographie nécessitera le travail sur le terrain. En outre, un mode de fonctionnement détaillé devrait être envisagé pour la mise en place d'un Comité chargé des recours commerciaux.

S'agissant de la stratégie de l'exportation, il a insisté sur le fait qu'avant de rédiger le nouveau plan, la consultation des Etats membres serait essentielle. En outre, pour la Stratégie 2017 - 2021, il sera important d'évaluer quelles étaient les faiblesses de la stratégie précédente tel que stipulé par les termes de référence.

S'agissant des réglementations relatives aux barrières non tarifaires et des procédures opérationnelles, **Mme Sunassee**, le chef d'équipe, a suggéré que l'on pourrait explorer d'autres options en ce qui concerne la collecte des données et que les postes frontières uniques (PFU) pourraient être visitées à partir de la base d'Arusha. En ce qui concerne la Stratégie de l'exportation, elle a suggéré que la mise en œuvre de telles activités mettent en relief la valeur ajoutée aux stratégies nationales, avec un accent particulier sur la mise en place d'une vision stratégique sur les défis communs, notamment la création de biens publics régionaux à l'effet d'appuyer les stratégies nationales des Etats membres en matière d'exportation.

FIP+NIOUE IMPLEMENTATION DES ACTIVITES DU PROGRAMME

Le premier programme régional des Etats ACP du Pacifique (PACP) lancé par le Programme TradeCom II, «Appui ciblé au Secrétariat du Forum des Iles du Pacifique (PIFS) pour le renforcement des capacités en vue de l'intégration des Cadres de politiques commerciales (CPC) et de l'agenda commercial général dans la région du Pacifique et à Nioué, en vue de la mise en œuvre de son CPC» est à présent dans sa phase de mise en œuvre.

Les activités du programme ont démarré le 13 mars 2017 avec une période de lancement d'une semaine au PIFS à Suva. Pendant cette semaine, le Chef d'équipe (CE) et l'Expert senior 2 ont conduit les réunions avec les principaux responsables issus des bénéficiaires dans la Division de la gouvernance économique au sein du PIFS et les ministères de la planification économique et du développement du gouvernement de Nioué (par le biais d'une conférence téléphonique). Les réunions de lancement se sont penchées sur les clarifications des termes de référence du projet, le chronogramme d'activités, la méthodologie spécifique pour l'exécution du travail et le contexte qui prévaut. L'équipe a également rencontré des responsables du Secrétariat de l'Organisation douanière de l'Océanie (OCO) afin d'évaluer le travail effectué récemment par leurs soins à Nioué. Les échanges

et leurs conclusions ont été résumés dans le projet de rapport de lancement soumis le 17 mars (la version finale étant en attente d'approbation). Les principales leçons tirées à la fois des composantes régionales du projet et à Nioué seront présentées au cours d'un atelier régional qui se tiendra plus tard dans l'année.

Le résultat majeur du travail classé au niveau régional et effectué au PIFS à Suva, Fiji, sera la production d'un Manuel régional sur l'intégration de la politique commerciale qui s'inspire des meilleures pratiques internationales et régionales et examine ce que l'on entend par intégration de la politique commerciale, ses différentes dimensions, les outils qui peuvent être utilisés et les processus qui peuvent être suivis afin d'assurer la mise en place, à travers la région, des politiques commerciales fortes, coordonnées et efficaces. L'un des résultats spécifiques sera le renforcement du rôle des comités nationaux du commerce qui ont été créés à travers les Etats ACP du Pacifique (PACP). Au plan national, le projet apportera également un appui précis à Noué - le plus petit Etat du Pacifique - afin qu'il avance dans la mise en œuvre du CCP, par le biais d'un appui ciblé et des formations à l'intention des responsables du pays, en matière de mise en œuvre des politiques commerciales, et en particulier, la mise en œuvre la réforme de la législation douanière.

CARIFORUM-EU APE IMPLEMENTATION OF PROGRAMME ACTIVITIES

A la suite de la phase de lancement, la mise en œuvre des activités du programme d'appui au renforcement de la mise en œuvre du CARIFORUM - EU APE, à la Direction de Cariforum à Georgetown en Guyane a progressé à pleine vitesse au cours du mois de mars, en particulier dans les domaines suivants:

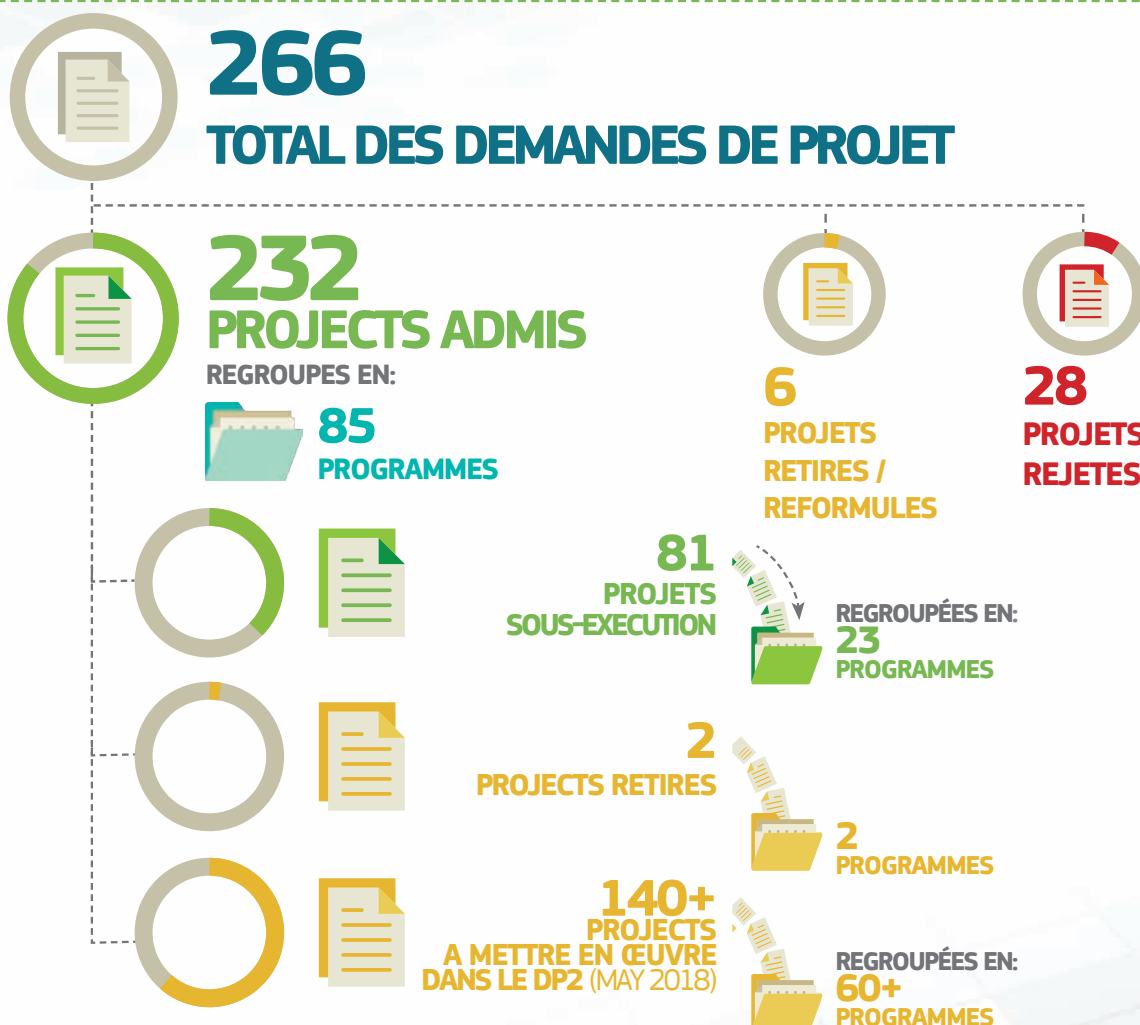
- La mise à jour des modèles de projets de loi pour prévoir l'accès réciproque au marché en ce qui concerne les services: Les consultations nationales ont été menées par l'équipe d'experts seniors au mois de mars sur les cinq modèles de projets de loi. Ces cinq modèles de projets de loi avaient initialement été préparés en 2012 et avaient fait l'objet de discussions et d'examen par les Etats à cette époque. Les modèles de projets de loi visaient à la fois, la mise en œuvre des composantes des engagements pris par les pays dans le cadre du CARFORUM-UE EPA et le renforcement de leur environnement réglementaire aux fins de soutenir l'accroissement des investissements et des services.
- Les consultations ont été programmées pour informer les acteurs que les projets de documents étaient en cours de mise à jour et

solliciter leurs contributions pour combler les lacunes des versions actuelles et/ou capitaliser les avancées enregistrées depuis 2012.

- L'accord de reconnaissance mutuelle intra-CARIFORUM pour les architectes: Le travail visant à soutenir la consultation régionale sur les accords de reconnaissance pour les services architecturaux, prévue le 4 avril 2017, a démarré. Un projet de MRA a été préparé et distribué aux participants à la réunion. La consultation se tient par vidéo conférence, et le consultant participe depuis la Guyane.
- La transposition du barème douanier des APE afin de prévoir l'accès réciproque au marché en ce qui concerne les biens: La travail a également démarré pour appuyer une réunion régionale sur la transposition de la description harmonisée des produits de base de du système de codage dans les APE, programmée le 3 avril 2017. La réunion se tient par vidéo conférence, et le Consultant participe depuis la Guyane.
- En outre, la procédure de recrutement d'un Expert junior (EJ) a été ouverte et sa finalisation est prévue pour la fin de la première semaine d'avril.

ZOOM SUR LES ACTIVITES DE L'UGP

ETAT D'AVANCEMENT DE LA COMPOSANTE "ASSISTANCE TECHNIQUE"



ZOOM SUR LES ACTIVITES DE L'UGP

REPARTITION DES PROGRAMMES PAR OBJECTIF DU "PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE"

CAPACITES DES INSTITUTIONS
COMMERCIALES NATIONALES ET
REGIONALES RENFORCEES



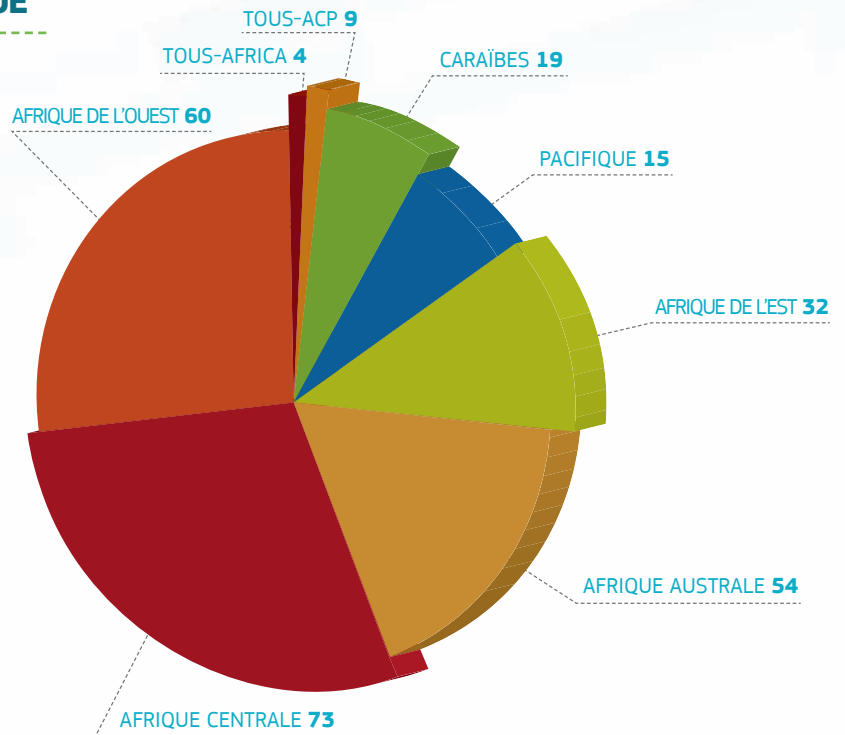
CAPACITES EN NEGOCIATION COMMERCIALE
DES BÉNÉFICIAIRES ACP RENFORCEES
ET MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS



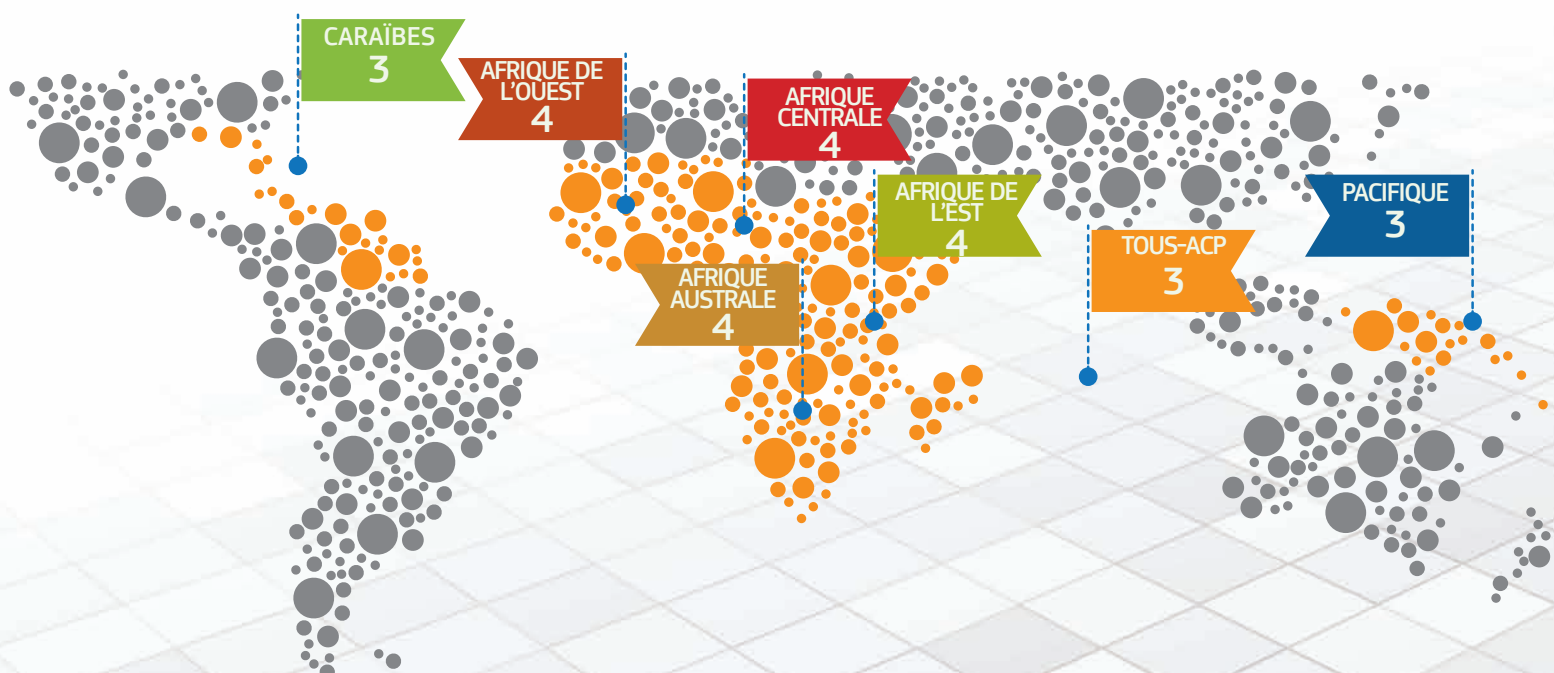
FACILITATION DES ECHANGES
COMMERCIAUX ET LA COMPETITIVITE DU
SECTEUR PRIVE AMELIOREES



REPARTITION REGIONALE DES REQUETES



REPARTITION REGIONALE DES PROJETS



LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROJET

CAMEROUN

OPTIMISATION DE L'ACCÈS AU MARCHÉ ET DES INSTRUMENTS JURIDIQUES LIÉS À LA POLITIQUE COMMERCIALE DU CAMEROUN

Plusieurs projets particuliers (17) ont été regroupés dans ce programme - « Optimisation de l'accès au marché et des instruments juridiques liés à la politique commerciale du Cameroun » conçu par TradeCom II avec la collaboration du Ministère du Commerce de la République du Cameroun.

Jusqu'à date, le Cameroun est le seul pays parmi les sept que compte l'Afrique centrale à avoir signé les APE avec l'Union européenne et par conséquent, peut bénéficier de l'accès préférentiel aux marchés de l'Union européenne. Toutefois, en dehors du faible niveau des exportations du pays, pour la plupart des produits agricoles exportés par le Cameroun, les barrières non-tarifaires (BNT) restent une contrainte majeure. En outre, les données sur les BNT sont limitées et présentent des lacunes.

Ce programme apportera un appui à l'identification des produits exportables à fort potentiel de contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le Gouvernement pour les exportations. En outre, il identifiera les modalités de réduction de l'étendue des BNT dans l'optique d'accroître la compétitivité des sociétés d'exportation et leur accès effectif aux marchés ciblés de l'UE, tirant ainsi partie des stipulations des APE, et de bien d'autres marchés d'exportation. Pour y parvenir, le programme développera une anticipation intégrée de nouvelles réglementations afin de renforcer précisément la conformité aux normes de qualité.

Le programme contribue à : produire une cartographie d'accès au marché ; élaborer une Stratégie nationale d'exportation ; comprendre et optimiser les opportunités commerciales qu'offrent les APE ; renforcer les capacités des acteurs nationaux dans les secteurs public et privé sur les questions relatives à la prévention, au règlement des différends et à la rédaction des contrats commerciaux, et à renforcer les capacités des acteurs nationaux dans les secteurs public et privé sur les questions relatives aux litiges sur les pratiques anticoncurrentielles.

Les activités de ce programmes visent précisément à contribuer à :

- 🌍 L'identification de nouvelles niches de marché ;
- 🌍 Présenter la nature des barrières non tarifaires aux produits camerounais ;
- 🌍 Conduire une étude sur la réduction de l'impact des mesures non tarifaires sur les capacités en matière d'exportation commerciale ;
Elaborer une stratégie en vue d'une meilleure pénétration des marchés d'exportation et proposer des mesures concrètes pour rendre la stratégie nationale plus opérationnelle ;
- 🌍 Elaborer un plan d'action pour le renforcement de l'internationalisation des entreprises camerounaises ;
- 🌍 Organiser des formations sur la question de la prévention et du règlement des différends, les procédures anti-compétitives et procéder à la rédaction des contrats commerciaux.

OECS POLITIQUES COMMUNES EN MATIÈRE DE SERVICES, DE PÊCHE ET DE COMMERCE DE L'OECS

Conçu par le Programme TradeCom II en collaboration avec l'Organisation des États des Caraïbes de l'Est (OECS), le programme OECS — « Politiques communes en matière de services, de pêche et de commerce de l'OECS » regroupe trois (03) projets individuels.

Les États membres de l'OECS sont de petites économies fragiles ayant des bases économiques étroites, et compte tenu de l'ouverture ces économies, elles sont très vulnérables aux chocs extérieurs. Les territoires sont situés dans une région exposée aux catastrophes naturelles, notamment les ouragans, et dépendent essentiellement du tourisme. À des degrés divers, les secteurs des services financiers et de la construction contribuent de façon importante au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. Dans la plupart des États membres, l'apport de l'agriculture et de l'industrie manufacturière au PIB est négligeable.

Les États membres de l'OECS sont signataires d'accords commerciaux tels que le marché et l'économie uniques de la CARICOM, l'APE entre l'UE et le groupe CARIFORUM, de l'Organisation mondiale du commerce et d'accords bilatéraux de libre-échange.

Ce programme vise la convergence des cadres réglementaires des services au sein de l'union économique de l'OECS pour les quatre secteurs ciblés (c'est-à-dire, les services professionnels y compris les services éducatifs offshore, les services de santé et de bien-être, les services culturels, de l'information, de la communication et des technologies ; le renforcement des capacités de l'OECS en matière d'élaboration et de gestion de projets dans le domaine de l'aide commerciale et l'élaboration d'une approche OECS des négociations des règles de subventions de pêche dans le système commercial multilatéral et autres domaines de négociations.

À cette fin, les domaines d'intervention envisagés dans le cadre de ce programme contribuent à fournir :

- 🌍 mener une analyse/diagnostic de l'environnement des services et en particulier, toute politique nationale ou mesures réglementaires susceptibles d'avoir un impact négatif ou d'empêcher le bon fonctionnement des quatre secteurs en étude ;
- 🌍 réévaluer les réglementations et les institutions impliquées dans les activités des secteurs ciblés ;
- 🌍 évaluer la mesure dans laquelle des changements législatifs ou réglementaires et/ou des réformes seront nécessaires pour ôter les restrictions et les barrières qui empêchent le bon fonctionnement du secteur des services dans l'ensemble de l'Espace économique ;
- 🌍 entreprendre une recherche et/ou un examen approfondi des lois de l'Espace économique de l'OECS pour identifier toute législation horizontale (investissements, mesures incitatives) et spécifique ayant des répercussions sur la création et la libre circulation des services dans les secteurs ciblés ;
- 🌍 préparer et soumettre un Plan d'action et de mise en œuvre en vue d'une réforme et d'une mise en œuvre progressive qui déboucheront sur un régime législatif et réglementaire harmonisé et sur l'infrastructure institutionnelle nécessaire ;
- 🌍 concevoir et fournir des programmes sur mesure de renforcement des capacités en matière de gestion de projets commerciaux dans les domaines commerciaux pour les parties prenantes régionales clés ;
- 🌍 définir et élaborer divers concepts de projets commerciaux régionaux/nationaux conjointement avec les parties prenantes concernées après le programme de renforcement des capacités ;
- 🌍 analyser les accords de pêche actuels de l'OMC ;
- 🌍 fixer et partager les principes de base de négociation avec les États membres de l'OECS pendant l'atelier.

COMESA

ENHANCE COMESA'S REGIONAL TRADE INTEGRATION AGENDA

Le programme du COMESA - « Renforcer l'agenda de l'intégration du commerce régional du COMESA » - est le résultat d'un ensemble de onze (11) projets particuliers. Il est rédigé par le Programme TradeCom II en collaboration avec le Secrétariat du COMESA.

Il est structuré autour de quatre principaux volets motivés par le fait que:

- a) La région COMESA jouit d'une bonne compréhension des caractéristiques des secteurs des services de la région qui lui permettent de développer les meilleures stratégies pour la prise des engagements pour la libéralisation;
- b) Les règles d'origine du COMESA exigent que les commerçants prouvent que les biens remplissent les critères sur l'origine et le contenu étranger, et les produits commercialisés doivent être accompagnés d'un certificat délivré à la main. Par conséquent, le monde des affaires doit encourir d'autres dépenses, car obligé de voyager pour aller dans les services où ces certificats ont délivrés;
- c) Les économies émergentes et en particulier les BRICS accroissent leur part du marché mondial et réalisent une percée en termes de d'opportunités commerciales et d'investissement, ainsi que des technologies appropriées pour le développement. Pour sa part, le COMESA a enregistré des taux de croissance supérieurs à 6% durant la décennie écoulée. Par conséquent, il est essentiel pour le COMESA de mettre au point des stratégies et d'identifier des portes d'entrée pour se mettre en rapport et de manière bénéfique avec les économies émergentes, en particulier dans les secteurs à valeur ajoutée, la diversification des marchés, la technologie, la compétitivité, et de tirer partie du marché d'exportation en expansion;
- d) L'urgence pour les experts commerciaux de la région du COMESA de prendre en considération les cadres analytiques du genre et des jeunes lors de l'élaboration de programmes visant à favoriser une meilleure intégration commerciale.

Le programme prévoit la prestation d'études, un cadre de négociation ainsi que la conception d'un certificat d'origine électronique, le développement et l'installation du module de formation sur le commerce en ligne des femmes et des jeunes du COMESA. De plus, le programme permettra également d'élaborer un cadre pour le soutien complet des femmes et des jeunes qui pratiquent le commerce transfrontalier dans la région et une trousse d'information sur le régime commercial simplifié (STR) du COMESA, ainsi que d'autres outils de facilitation commerciale destinés à ces commerçants transfrontaliers.

À cette fin, le programme fournit une base de connaissances pour permettre la participation effective des États membres du COMESA à la négociation et à la mise en œuvre du deuxième niveau des engagements de libéralisation des services régionaux du COMESA et à l'examen des règles d'origine actuelles du COMESA, et déterminer l'impact de ces règles sur le commerce et l'industrialisation intrarégionaux. Il examine aussi les possibilités pour le COMESA de se repositionner avec les économies émergentes et renforce les compétences en matière d'élaboration de programmes des professionnels du commerce sur les questions de l'intégration des femmes et des jeunes commerçants dans le programme d'intégration commerciale de la région du COMESA.

Le programme contribue à:

- 🌐 Accroître les connaissances techniques des responsables du COMESA pour négocier dans le cadre du premier cycle du deuxième niveau ;
- 🌐 Améliorer la préparation des responsables du COMESA en vue de la négociation de l'Accord sur la circulation temporaire des personnes physiques (Mode IV) ainsi que des Accords sur la reconnaissance mutuelle ;
- 🌐 Produire une étude de base à jour sur les règles d'origine du COMESA et leur impact sur le commerce et l'industrialisation intrarégionaux et formuler des recommandations ;
- 🌐 Fournir un certificat d'origine électronique approprié pour l'approbation des organes délibérants du COMESA ;
- 🌐 Identifier les opportunités dont les États membres du COMESA peuvent bénéficier de leurs relations avec les économies émergentes, et les stratégies pour tirer profit des avantages de ces opportunités ;
- 🌐 Développer et installer le module de formation sur le commerce en ligne des femmes et des jeunes du COMESA et élaborer des directives de planification;
- 🌐 Élaborer un cadre de soutien complet pour les femmes et les jeunes qui pratiquent le commerce transfrontalier à petite échelle.

Les domaines d'intervention envisagés dans le cadre de ce programme contribuent à fournir :

- 🌐 Une étude des politiques techniques et commerciales en matière de négociations sur les services dans les trois secteurs prioritaires: énergie, construction et services techniques connexes, et services aux entreprises;
- 🌐 Un cadre de négociations qui fait la distinction entre la structure de coordination et de soutien technique pour négocier les dispositions du mode IV et le soutien au renforcement des capacités y afférant;
- 🌐 Un cadre pour les négociations des ARM;
- 🌐 Une étude de synthèse des règles d'origine du COMESA et des recommandations sur la macrostructure de la prochaine génération des Règles d'origine;
- 🌐 Un certificat électronique d'origine;
- 🌐 Des opportunités de commerce et d'investissement avec les économies émergentes et une stratégie pour permettre aux États membres du COMESA d'en tirer le meilleur parti ;
- 🌐 Un module de formation sur le commerce en ligne des femmes et des jeunes du COMESA;
- 🌐 Un outil de planification commerciale destiné aux femmes du COMESA, qui contient des listes de contrôle et des indicateurs;
- 🌐 Un plan cadre pour le soutien complet des femmes et des jeunes qui pratiquent le commerce transfrontalier dans la région, y compris une trousse d'information sur le régime commercial simplifié (STR) du COMESA et d'autres outils de facilitation commerciale destinés à ces commerçants transfrontaliers.



KENYA

SOUTIEN CIBLE AU KENYA POUR METTRE AU POINT UN SYSTÈME DE CONFORMITÉ DE CHAÎNE DE VALEUR AXÉ SUR LES PARTIES PRENANTES ET LES "BONNES PRATIQUES" POUR LES EXPORTATIONS VERS L'UE

Le Programme TradeCom II, en collaboration avec le Kenya Flower Council (KFC), l'Abardares Trading Block (ATB) et la Kenya Agribusiness and Agro-industry Alliance (KAAA) ; la Kenya Association of Manufacturers (KAM) et la Kenya Agribusiness and Agro-industry Alliance--KAAA); la Aquacultural Association of Kenya (AAK), a conçu ce programme baptisé — « Soutien ciblé au Kenya pour mettre au point un système de conformité de chaîne de valeur axé sur les parties prenantes et les "bonnes pratiques" pour les exportations vers l'UE » qui regroupe neuf (09) projets individuels.

Le Kenya a défini ses objectifs de développement et de commerce dans sa vision 2030 qui s'appuie sur des piliers économiques, sociaux et politiques, et dans laquelle elle aspire à devenir une économie nouvellement industrialisée à revenu moyen élevé d'ici 2030. Pour réaliser sa vision économique, le pays entend accroître ses exportations, notamment de produits agricoles, manufacturés et halieutiques, les services et une gamme croissante d'exportations non traditionnelles. Récemment, le Kenya a fait des avancées vers l'atteinte de cet objectif : la création de zones économiques spéciales et la mise en œuvre d'efforts concertés pour élaborer une stratégie nationale saine et objective d'exportations.

En outre, la signature de l'accord de partenariat économique global CAE-UE par le gouvernement du Kenya en 2016 offre une nouvelle dynamique aux exportateurs kenyans pour entretenir et développer des relations commerciales du pays avec l'UE. L'APE assurera l'accès au marché unique de l'UE grâce au nouveau cadre juridique qui garantit l'accès sans droits de douane et sans quota pour les exportations du pays vers le marché de l'UE. C'est une incitation majeure à investir dans les activités d'exportation du Kenya, créant ainsi de l'emploi.

Dans le cadre de la promotion d'une compétitivité et d'un accès durables à l'UE et à d'autres marchés, le programme vise à : élaborer un système de conformité de la chaîne de valeur axé sur les parties prenantes et les « bonnes pratiques » pour les exportations en horticulture, produits manufacturés et en aquaculture ; améliorer la capacité des bénéficiaires à se conformer à la chaîne de valeur et aux exigences d'exportation qui permettent l'accès à l'UE et à d'autres marchés d'exportation et à intégrer les normes d'exportation et les « bonnes pratiques », tant du secteur public que privé, dans le système de conformité de chaîne de valeur axé sur les parties prenantes.

Le programme contribue à :

- 🌍 développer un système de conformité à la chaîne de valeur axé sur les parties prenantes et les « bonnes pratiques » pour les exportations;
- 🌍 développer un cadre sectoriel pour la consultation des parties prenantes et la mise en œuvre du système de conformité à la chaîne de valeur;

- 🌍 rendre les systèmes de conformité à la chaîne de valeur et les normes d'exportations accessibles aux bénéficiaires;
- 🌍 développer et partager avec les bénéficiaires un cadre sectoriel pour mettre à jour le système de conformité à la chaîne de valeur;
- 🌍 entreprendre, conjointement avec les autorités clés du secteur, un examen par des pairs du système de conformité à la chaîne de valeur axé sur les parties prenantes et les « bonnes pratiques »;
- 🌍 intégrer les normes d'exportations et les « bonnes pratiques » dans le système de conformité axé sur les parties prenantes.

Les domaines d'intervention envisagés dans le cadre de ce programme comprennent notamment:

- 🌍 l'examen des documents et des manuels pour vérifier la chaîne de valeur et la conformité à l'exportation en horticulture, en produits manufacturés et en aquaculture (produits de la pêche);
- 🌍 concevoir un système de conformité des exportations à la chaîne de valeur axé sur les parties prenantes pour les secteurs de l'horticulture et de la fabrication;
- 🌍 concevoir un système de conformité (simplifié) des exportations comprenant une application mobile, en Kiswahili et en anglais, pour le secteur de l'aquaculture;
- 🌍 développer un cadre sectoriel pour consulter les parties prenantes sur le système de chaîne de valeur et de conformité aux exportations;
- 🌍 développer des manuels simplifiés et par secteur pour la mise en œuvre des processus de consultation des différentes parties prenantes;
- 🌍 concevoir et partager un cadre pour faciliter l'accès par les bénéficiaires au système de chaîne de valeur et de conformité aux exportations;
- 🌍 élaborer et partager un système pour mettre à jour régulièrement le système de chaîne de valeur et de conformité aux exportations, qui facilite également son appropriation par les bénéficiaires;
- 🌍 organiser un examen par des pairs pour renforcer la transparence du système de chaîne de valeur et de conformité aux exportations;
- 🌍 organiser une discussion pour faciliter l'acceptation par les bénéficiaires du système de chaîne de valeur et de conformité aux exportations et de sa mise à jour régulière;
- 🌍 faire connaître le système de chaîne de valeur et de conformité aux exportations accepté à l'ensemble des bénéficiaires

PROMOTE 2017

PRESENTATION DU PROGRAMME TRADECOM II ET ATELIERS

PROMOTE 2017, la sixième édition du salon international des Entreprises, des PME et du Partenariat s'est tenu du 11 au 19 février 2017 au Palais des Congrès à Yaoundé.

La représentation de l'Union européenne au Cameroun y avait un stand et une salle de réunions dédiée dans le but de mieux se faire connaître et d'améliorer les relations commerciales du pays avec l'UE et renforcer la compétitivité du secteur privé.

La représentation de l'UE, à travers le représentant de la NAO, a demandé le soutien du Programme TradeCom II qui a fait un exposé pratique sur l'accès aux possibilités de financement

de la Commission européenne dans le cadre du Programme TradeCom II pour les acteurs économiques, y compris les experts locaux.

M. José Lambiza (administrateur du Programme TradeCom II) a animé quatre ateliers visant à mieux faire connaître la procédure d'appel d'offres utilisée sous la Composante axée sur la demande et la Composante Bourse du Programme TradeCom II.

Pour tous les participants, ces ateliers ont été un grand succès en termes de participation et de qualité des échanges.





Lexique

- ADPIC** Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle
- AMNA** Accès aux marchés pour les produits non agricoles
- APE** Accord de partenariat économique
- ACR** Accord commercial régional
- ACP** Afrique, Caraïbes et Pacifique
- BNT** Barrières non tarifaires
- BTC** Barrières techniques au commerce
- CARICOM** Communauté caribéenne
- CARIFORUM** Forum Caribéen des Etats de l'Afrique, Caraïbes et du Pacifique
- CCI** Centre du commerce international
- CEA/ONU** Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
- CPC** Cadre de politique commerciale
- CPCN** Cadre de la politique commerciale nationale
- CTA** Centre technique de coopération agricole et rurale
- CEDEAO** Communauté économique des États d'Afrique occidentale
- CNUCED** Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
- DAU** Document Administratif Unique
- DG DEVCO** Direction Générale pour la Coopération internationale et développement
- GMFL** Groupe mélanésien Fer de lance
- JED** Journées européennes du développement
- OECD** Organisation des États des Caraïbes orientales
- OIF** Organisation internationale de la Francophonie
- OMC** Organisation mondiale du commerce
- OMD** Organisation mondiale des douanes
- OTC** Obstacles techniques au commerce
- PACPS** États ACP du Pacifique
- PIFs** Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
- PME** Petite et moyenne entreprise
- PTCI** Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements
- PTP** Partenariat transpacifique
- RCEP** Partenariat économique régional global
- SPS** Mesures sanitaires et phytosanitaires
- UE** Union européenne
- UEMOA** Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- UGP** Unité de gestion de programme
- ZLE** Zone de libre échange
- ZLET** Zone de libre-échange tripartite

Prochains Evénements



AVRIL

OMC
Comité des accords commerciaux régionaux
 Genève, 04 April 2017

Sous-comité ACP du Commerce et des Produits de base
 Bruxelles, 07 April 2017

Date limite pour la soumission des propositions complètes dans le cadre du Programme de Subvention
 Bruxelles, 10 April 2017

TCII - Séance d'ouverture des offres
 Mauritius - Caricom - MSG
 Brussels, 11 April 2017

TCII - Séance d'évaluation des offres
 Mauritius - Caricom
 Brussels, 18 April 2017

TRADECOMII PROGRAMME

BUILDING ACP TRADE CAPACITY
 RENFORCER LES CAPACITÉS COMMERCIALES DES ACP

Avenue de Tervuren 36, bt. 35
 1040 Bruxelles - Belgique

0032 (0)2 739 00 60

contact@tradecom-acpeu.org

www.tradecom-acpeu.org

Suivez-nous sur twitter:

@Tradecom_2

@Tender_Tradecom